

A Genève, Les Vert·e·s tiennent au Territoire

DICASTÈRES Une première discussion a eu lieu hier matin entre les membres du gouvernement et le nouvel élu, Nicolas Walder, à propos de la future répartition des départements

THÉO ALLEGREZZA

Les premières tractations ont eu lieu hier matin, mais aucune fumée blanche n'a été aperçue au-dessus de la tour Baudet. L'écologiste Nicolas Walder, élu la veille au Conseil d'Etat, a rencontré ses nouveaux collègues du gouvernement genevois afin d'aborder la répartition des dicastères. Doit-on s'attendre à une refonte des responsabilités, alors que la législature se trouve déjà à mi-parcours?

Pour la plupart des observateurs, le scénario qui tient la corde est celui de la continuité. Si une surprise n'est pas exclue, le nouvel arrivant devrait reprendre le Département du territoire (DT), que laisse vacant Antonio Hodgers. Un remodelage du périmètre de cet imposant paquebot (plus d'un millier de collaborateurs) semble probable.

Dans un canton exigu en proie à une croissance effrénée, le DT revêt une importance particulière. Au cœur des enjeux de transition (urbaine, climatique, énergétique), il pilote de nombreuses politiques publiques, comme le logement, les constructions, le patrimoine, l'environnement ou l'agriculture. Pourrait-il être «allégé» sans affaiblir sa faculté à traiter les dossiers de manière transversale? Un dépla-

cement de l'agriculture vers le Département (modeste en taille) de l'économie de Delphine Bachmann fait partie des pistes évoquées ces dernières heures. Tant lors de la campagne que face aux médias dimanche, Nicolas Walder s'est toutefois dit «apte à reprendre le département tel quel».

Une législature compliquée

Bien qu'il s'agisse d'un portefeuille prestigieux, aucun ministre en place n'a publiquement manifesté son intérêt. Trop risqué, à mi-législature? En l'absence de règles formelles, la répartition des dicastères se veut le fruit d'une discussion où le consensus doit prévaloir. Mais l'ancienneté joue un rôle – tout comme le rapport de force politique.

Elues en 2023, la PLR Anne Hiltbold et la socialiste Carole-Anne Kast ont connu un début de législature compliqué. A la tête du Département de l'instruction publique (DIP), la première s'est d'emblée mis à dos une partie du corps professoral en tentant d'imposer deux périodes d'enseignement supplémentaires au cycle d'orientation afin de réaliser des économies. La seconde, qui a hérité de la Sécurité, doit jongler avec les crises successives de l'Office can-

tonal de la détention et un sous-effectif chronique à la police judiciaire. Récemment, elle s'est vue critiquée par la gauche pour ne pas avoir désavoué l'intervention de la police lors de débordements après une manifestation pro-palestinienne.

Or, l'une et l'autre disposent d'une certaine légitimité vis-à-vis du DT. L'avocate Anne Hiltbold a été secrétaire générale de la Chambre genevoise immobilière, tandis que Carole-Anne Kast, membre active de l'Asloca, a dirigé la Fondation immobilière de la ville d'Onex lorsqu'elle en était conseillère administrative. Seulement voilà, la place n'était pas libre en 2023.

2028 en ligne de mire

«Il y a 2 ans, on aurait préféré que Carole-Anne Kast reprenne le DT», reconnaît le président du PS, Thomas Wenger. Mais le discours est désormais différent. «Je pense qu'elle a envie d'assu-

mer son rôle à la tête de la Sécurité, confie le député. Elle a lancé des réformes et il y a beaucoup à faire.» Son alter ego au PLR, Pierre Nicollier, tient des propos similaires sur sa propre ministre.

Pour la plupart des observateurs, le scénario qui tient la corde est celui de la continuité

«Dans un département comme le DIP, il faut du temps pour prendre connaissance des dossiers, dit-il. Aujourd'hui, Anne Hiltbold est une ministre affirmée.» Le député PLR relève que le dialogue a été renoué avec le syndicat du cycle d'orientation et

n'a «pas entendu de critiques» sur la nouvelle formule de la maturité gymnasiale.

Quelle vision de l'aménagement?

En outre, le PLR revendiquait le DIP de longue date. Un départ soudain de sa ministre serait perçu comme un aveu de faiblesse. Quant à Carole-Anne Kast, il ne lui a pas échappé que le socialiste Thierry Apothéloz quittera le Conseil d'Etat en 2028. Or, son Département de la cohésion sociale est «dans l'ADN» du PS.

Manifestement, l'aménagement du territoire figure, lui, dans celui des Vert·e·s. «Il est important de pouvoir garder la main sur le DT», admet sa présidente, Maryam Yunus Ebener. De quoi préserver l'héritage d'Antonio Hodgers. En préférant Nicolas Walder à Lionel Dugerdil, qui s'était montré critique quant au «bétonnage» du canton, la population genevoise a semble-t-il

donné le signal qu'elle soutenait cette politique volontariste de construction de logements.

Mais le nouvel élu s'est aussi prononcé en faveur d'un «ralentissement de la croissance». «Il faut de la cohérence, martèle Maryam Yunus Ebener. Si la droite, qui est majoritaire dans ce canton, souhaite continuer sur ce rythme, on prend acte. Mais elle doit nous dire où on loge les nouveaux habitants si ce n'est pas dans la zone villas.»

Cette question devrait être tranchée dans le nouveau Plan directeur cantonal. Ce document, qui définit la vision de l'aménagement du territoire d'ici à 2050, est en cours de révision. L'aboutissement du processus fera partie des dossiers prioritaires du futur patron du DT. Tout comme la loi sur le climat, transposition contraignante des objectifs de réduction de CO2 du gouvernement (60% en 2030, neutralité carbone en 2050). ■



Le parc La Grange décoré d'une fresque de l'artiste de land art Saype à l'occasion de l'Euro féminin, l'été dernier. (1ER JUILLET 2025/SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)